

PARAÎT TOUS LES 15 JOURS
A DISCUTER, A REPRODUIRE,
A FAIRE CIRCULER
Abonnement (2 carnets de timbres
pour un an)

Cinquième zone
11, rue S. ALLENDE
92220 BAGNEUX

TEL : 06 03 63 70 61

Site : www.multimania.com/zones
E-mail : zone5@multimania.com

4 JUIN 2 000
N°93

CINQUIÈME
ZONE

Aux lecteurs de Cinquième zone

1) Je désire recevoir 1, 2 ou 3 exemplaires de *Cinquième zone* à chaque parution (ci-joint 2 carnets de timbres).

2) Je souhaite entrer en contact avec *Cinquième zone*.

Nom :

Prénom :

Téléphone :

Adresse :

CHÔMEUR, S.T.O. OU WORKING POOR ?

Chaque semaine dernière dans les médias, parmi les patrons et les ministres ! C'était à qui se féliciterait le plus fort de ce que, pour la première fois depuis 8 ans, le taux de chômage soit repassé sous la barre des 10%. Le pays ne compterait « plus que » 2 375 000 chômeurs (et « seulement » 2 875 000 si on compte comme chômeurs ceux qui travaillent moins de 80 heures par mois). Et tous de s'empailler pour savoir si le mérite de cet hypothétique et lointain « retour au plein emploi » revient au gouvernement ou aux patrons.

Etrange ! Quand le chômage augmente, ce n'est jamais de la faute de personne : c'est « la conjoncture internationale », « la concurrence étrangère », le pétrole ou le vélo de ma grand-mère. Mais dès qu'il diminue un peu, tous sont là pour se parer des plumes du paon. Décidément au gouvernement et au MEDEF, c'est Menteurs et Compagnie, Société anonyme à l'irresponsabilité illimitée.

En réalité, les patrons comme les gouvernements sont dépassés par le phénomène du chômage. Ils ont été incapables d'enrayer son augmentation effarante pendant 25 ans, ils ne sont pour rien dans sa baisse depuis quelques mois. La vérité, c'est qu'il n'y a pas de pilote dans l'économie capitaliste. Personne ne la maîtrise. Mais par contre, il y en a, qui en profitent : les « entreprises » (comme on dit maintenant parce que « exploitateurs » c'est pas poli), qui utilisent toutes les circonstances économiques pour accroître leurs bénéfices.

Ainsi, pendant 25 ans, avec la complicité des gouvernements successifs, le patronat a démesurément accru ses profits. Le pouvoir d'achat des salaires a baissé, les salaires ont été tirés vers le bas (être au SMIC est aujourd'hui un privilège !), les indemnités chômage ont fondu, la législation sociale a été dévastée (beaucoup d'entreprises font travailler leurs employés n'importe comment, ne payent pas les heures supplémentaires, ne respectent pas les durées du travail ou les conditions de sécurité). L'embauche sous contrat de travail normal (CDI) est devenue une faveur. La précarité et la flexibilité règnent. Tu bosses comme un esclave pour trois clopinettes, et tu dis merci à ton patron parce qu'il y en a trois mil-

lions qui attendent ta place.

Aujourd'hui, la conjoncture économique mondiale se retourne peut-être, sans que personne ne sache pourquoi. Les patrons et le gouvernement cœur fidèle se préparent à fêter ça. En embauchant davantage ? Sans doute puisqu'ils y ont intérêt. Mais à leurs conditions, celle de l'exploitation sans fard. En payant leurs salariés... comme des chômeurs, en leur imposant les horaires délirants qu'autorise la loi Aubry et la précarité que souhaite encore étendre le patronat.

Ce n'est pas une plaisanterie ! Il y a aujourd'hui en France plus d'un million de Rmistes (qui ne sont pas comptés parmi les chômeurs), 2,8 millions de chômeurs recensés, 1,7 million d'emplois précaires et presque deux millions de travailleurs qui touchent moins de 3 650 francs (seuil de pauvreté en France).

Pendant 25 ans les salariés ont payé le ralentissement de la croissance économique. Les revenus du salariat se sont effondrés, ceux du capital se sont envolés. Les patrons rêvent maintenant de leur faire payer la reprise de la croissance. Le monde change, et l'avenir des jeunes avec lui. Hier, l'avenir c'était chômeur ! Demain, ce sera working poor, précaire, à temps partiel, payé au-dessous du SMIC !

Les patrons sont des gens organisés qui savent ce qu'ils veulent. Ils ont dans leurs cartons des projets proches du S.T.O. (Service du Travail Obligatoire institué par Pétain et Hitler pendant la guerre) : des CDD de 5 ans pour tout le monde, l'obligation pour les chômeurs d'accepter n'importe quel emploi.

Reste à savoir si les salariés et les jeunes sauront dire ce qu'ils veulent eux aussi.

ARITHMETIQUE

Le pouvoir d'achat moyen d'un salarié de 50 ans a perdu environ 20% en 25 ans. En 1975, ce salarié gagnait en moyenne 15% de plus qu'un salarié de 30 ans. Aujourd'hui, cet écart est de 40% !

Combien va perdre le salarié de 30 ans ?

LA PAROLE EST A KAYANEE : BUSINESS ET DROITS DE L'HOMME

24 avril 1915. Cette date ne veut peut-être rien dire pour vous. Pour moi elle symbolise le premier génocide du XX^{ème} siècle qui frappa mon peuple et ma famille. Je suis française d'origine arménienne et mes grands-parents ont émigré en France afin d'échapper à ce massacre perpétré par le gouvernement turc de l'époque.

Quelques précisions : l'Arménie est un territoire situé entre l'Euphrate et le Caucase, en Asie mineure. Soudés par leur culture, leur langue et leur religion (chrétienne), les Arméniens ont traversé les siècles malgré la perte de leur indépendance au XI^e siècle. Ils sont alors divisés entre les empires perse (iranien), russe et ottoman (turc) pour la majorité.

En 1894 ont lieu les premiers massacres systématiques et planifiés qui visent l'élimination totale des Arméniens de l'empire ottoman pour « purifier » le pays. En 1915, profitant de la première guerre mondiale, le gouvernement jeune turc organise la déportation massive et le massacre de la population. Au total 1 500 000 victimes et l'émigration des rescapés vers la Russie, l'Europe et les Amériques.

Depuis, les communautés arméniennes du monde entier se battent pour que ce fait historique, prélude de tous les génocides du XX^e siècle, soit reconnu par les autorités internationales, les gouvernements et surtout la Turquie.

Le 29 mai 1998, l'Assemblée nationale française adoptait à l'unanimité un texte de loi qui reconnaissait enfin, après le parlement européen (18 juin 1997), la réalité du génocide arménien. Deux ans après, ce projet de loi reste en attente au Sénat qui refuse toujours de mettre cette question à l'ordre du jour. Au nom d'intérêts économiques « supérieurs » (ventes d'armes, de chars, d'hélicoptères...), les sénateurs ne veulent pas « contrarier » le gouvernement turc et soutiennent de fait son attitude négationniste.

Cette affaire révèle, une fois de plus, la lâcheté des politiques, le fossé entre leurs discours « humanistes » et leur politique « réaliste ». Jusqu'à quand les droits des hommes et les droits des peuples seront-ils bafoués au profit d'intérêts économiques ?

FONCTIONNAIRES ZELES !

A la suite des grèves dans les lycées, les profs, pions et autres attendent avec inquiétude les retraites de salaire.

Au Rectorat de Versailles, un fonctionnaire zélé a décidé, tout seul, dans son petit coin, apparemment sans ordre, de s'occuper des "privilegiés" de l'Education Nationale. Il a fait retirer les grèves aux CES, aux emplois-jeunes et à eux seulement. Ce sont les plus précaires, les moins

payés et les moins considérés. Quand on connaît les difficultés que rencontrent certains d'entre eux pour arriver à joindre les deux bouts, on se dit qu'il aurait mieux valu qu'il soit malade plutôt que de faire son sale boulot. Heureusement, les interventions des syndicats ont fait annuler la décision, les CES et emplois jeunes seront traités (pour une fois) comme les autres.

LES MYSTERES DE L'ECONOMIE ENFIN REVELES

Un jeune lecteur de Caen nous demande pourquoi ses parents gagnent le SMIC quand d'autres deviennent milliardaires en 3 mois.

La réponse est très simple : ce sont les lois du capitalisme.

Le capitalisme (ou libéralisme), comme son nom l'indique, repose sur la propriété privée et la libre entreprise.

Si nous apprécions la liberté d'entreprendre une activité et la joie de posséder de belles choses, le tableau change quand il s'agit de la propriété des usines, des machines, des matières premières (c'est le capital) et quand la liberté se résume au droit de faire travailler les gens à n'importe quel prix (ça, c'est le libéralisme).

Pour un entrepreneur, le coût des matières premières, le coût du crédit ou le coût salarial sont traités de la même manière : plus ils sont bas, meilleur est son profit.

C'est même la seule règle : chaque capitaliste se bat pour acheter au plus bas prix et pour vendre le plus cher possible. Il y a certes des variantes où les plus gros (nommés multinationales) imposent leurs prix et les plus petits les subissent, mais il y a toujours un seul et même perdant : les salariés.

Les salariés sont considérés au même titre que la farine, l'acier ou le cacao : c'est une matière première dont le coût doit être tenu le plus bas possible. Et chaque industriel est contraint d'en suivre les règles. Règle que vous vous imposez à votre insu en vous précipitant acheter des vélos ou des pompes moins chères parce qu'elles sont fabriquées à Taiwan ou là où la main d'œuvre n'est pas payée. Sans vous rendre compte que vous les payez en réalité de plus en plus cher parce que le profit est de plus en plus élevé, vu que le travail coûte de moins en moins.

La moralité est que tout le monde, y compris les salariés, contribue à creuser le fossé entre les milliardaires du Net et les snicards, SMIC que tous les salariés finiront par atteindre si on continue ainsi.

Alors que faire ? C'est très simple : comme les convoyeurs de fonds (qui risquent leur peau à 6000F/mois pour transporter des milliards) qui ont obtenu 20% d'augmentation d'un seul coup.

PROPOSITION MALHONNETE

Offre spéciale à ceux (celles) qui ne se remettent pas de n'avoir pas régulièrement Cinquième zone et qui pleurent déjà de n'être plus scolarisés dans le même établissement l'année prochaine et donc de risquer de ne plus avoir CZ :

Quatre numéros de Cinquième zone envoyés gratuitement à domicile et, ensuite, tu décides si tu t'abonnes (2 carnets de timbres pour 20 numéros). Nom :

Prénom :

Domicile :

